

Partenariat Camwater / Communes
**200 nouvelles bornes-fontaines publiques
pour un accès
à l'eau potable
pour tous en 2026**

Pages 6 & 7



Renforcement des Droits de l'Homme
**Synergie parfaite
entre la CDHC
et la Grande
Bretagne**

Page 8



Directeur de la publication : Victor NDOKI - Réc. n° 203/RDDJ/C19/BAPP - n° 261 du 20 janvier 2026 - Prix : 400 FCFA

LES NOUVELLES

DU PAYS

Informé pour apporter des solutions

Editorial

**Le remaniement
attendu...
la banalisation
du politique**

Page 2

Cameroun - Emirats Arabes Unis

Vers un partenariat stratégique aux fortes retombées économiques pour le secteur des transports

Le vendredi 16 janvier 2026, le Ministre des Transports, Jean Ernest Masséna Ngallé Bibéhè, a reçu en audience une importante délégation des investisseurs émiratis conduite par les responsables du National Plus Group, accompagnés des représentants d'Emirates Airlines, Etihad Rail et Abu Dhabi Ports. Des partenariats solides et durables en perspective dans les secteurs stratégiques de l'aviation civile, du transport maritime et ferroviaire, avec des impacts économiques significatifs pour le Cameroun, ont été au menu des échanges. **Page 3**



“La Gazette était là...”
**Le journaliste
émérite Abodel
Karimou inhumé
le 17 janvier 2026**

Pages 10 & 11

Sécurité aérienne
**La CCAA renforce
l'expertise de ses
inspecteurs avec
l'appui de l'OACI**

Page 4

CAN / Maroc 2025

Le modèle sénégalais face au mirage camerounais de la gouvernance des Lions Indomptables

Le contraste est saisissant, presque douloureux, pour les amoureux du football camerounais.

Page 5



Editorial

Le remaniement
attendu...
la banalisation
du politique



Par Victor NDOKI

Annoncé à demi-mot dans le discours de fin d’année du Président Paul Biya, le remaniement ministériel promis «dans les prochains jours» continue de se faire attendre. À mesure que le temps s’étire, l’événement, jadis porteur d’espérances, de ruptures possibles ou de signaux forts, semble perdre de sa substance pour glisser vers ce qui s’apparente aujourd’hui à un fait divers politique : commenté, supputé, recyclé, mais vidé de sa portée transformatrice.

Dans l’opinion publique, l’attente n’est plus électrique, elle est routinière. Les conjectures se succèdent, les listes circulent, les mêmes noms reviennent, les mêmes scénarios se répètent. Le remaniement, autrefois moment de réajustement stratégique et de clarification de l’action gouvernementale, apparaît désormais comme une distraction institutionnelle, un bruit politique de fond qui occupe l’espace sans nécessairement nourrir le débat de fond sur les priorités nationales.

Cette banalisation interroge. Elle dit quelque chose de la relation entre le pouvoir exécutif et les citoyens. Lorsque l’annonce d’un remaniement ne suscite plus ni espoir ni crainte, mais une forme d’indifférence résignée, c’est que le lien entre changement d’hommes et changement de politiques s’est progressivement distendu. Aux yeux de nombreux Camerounais, changer des ministres sans infléchir les méthodes, les résultats ou la vision revient à déplacer des figures sans déplacer les lignes.

Pourtant, le contexte national est tout sauf banal. Crise du pouvoir d’achat, défis sécuritaires persistants, pression sur les finances publiques, attentes croissantes de la jeunesse, exigences de performance dans les services publics : autant de chantiers qui appellent des réponses claires, audacieuses et lisibles. Dans un tel environnement, un remaniement ne devrait pas être perçu comme un simple jeu de chaises musicales, mais comme un acte politique fort, porteur de cap et de sens.

Le risque, à force d’attendre, est double. D’une part, transformer une décision souveraine en feuilleton sans impact, affaiblissant symboliquement l’autorité de l’acte présidentiel. D’autre part, laisser s’installer l’idée que le temps politique est déconnecté du temps social, que l’urgence vécue par les populations ne rencontre pas la même urgence au sommet de l’État.

Si remaniement il y a, il sera jugé moins sur les équilibres régionaux ou les reconductions attendues que sur sa capacité à rompre avec la routine. Les Camerounais n’attendent pas seulement de nouveaux visages ; ils attendent des résultats, une gouvernance plus efficace, une parole publique responsable et une action gouvernementale en phase avec leurs réalités quotidiennes.

À défaut, le remaniement tant attendu restera ce qu’il est en train de devenir : un événement ordinaire dans un paysage politique saturé, un fait divers de plus dans l’actualité, commenté un jour, oublié le lendemain, sans effet durable sur la vie de la Nation.

■Njombé-Penja

Circulation nocturne du poivre
frais désormais interdite

Face à la recrudescence des vols de poivre dans les plantations, les autorités administratives de l’arrondissement de Njombé-Penja ont décidé de renforcer les mesures de sécurité autour de cette culture stratégique pour l’économie locale.

Dans une décision officielle signée le 7 janvier 2026, le Sous-préfet de Njombé-Penja, Monsieur Voh Buikame Kawa Armstrong, interdit la circulation du poivre frais entre 19 heures et 6 heures du matin sur l’ensemble du territoire de l’arrondissement.

Cette mesure, entrée en vigueur rétroactivement à compter du 1er janvier 2026, vise à démanteler les circuits nocturnes de commercialisation, souvent pointés comme vecteurs des vols enregistrés ces derniers mois. Le texte administratif précise que toute personne prise en infraction sera systématiquement interpellée et conduite devant les forces de sécurité compétentes, notamment la police ou la gendarmerie, pour l’ouverture d’une enquête.

Pour garantir l’application effective de cette décision, les Forces de maintien de l’ordre, les chefs de villages ainsi que les chefs de quartiers ont été expressément chargés de veiller à son respect strict sur le terrain.

Dans cet important bassin agricole reconnu pour sa pro-



duction de poivre, la décision est perçue comme une réponse ferme de l’administration à un phénomène qui fragilise les producteurs, affecte leurs revenus et menace la paix sociale.

Les autorités administratives appellent, par ailleurs, les populations, les commerçants et les transporteurs à faire preuve de civisme et de collaboration, en se conformant aux horaires désormais réglementés. Un engagement collectif jugé indispensable pour protéger les plantations, sécuriser la filière du poivre et préserver les moyens de subsistance des agriculteurs de Njombé-Penja.

Alex MBEMA

LES NOUVELLES DU PAYS

Informer pour apporter des solutions

B.P. 15.579 Douala

Tél. : (237) 674.77.97.97 / 694.77.77.86

E-mail : j-lesnouvellesdupays@yahoo.fr

Site web : www.j-lesnouvellesdupays.com

Directeur de la Publication

Victor NDOKI

e-mail : vndoki@yahoo.fr

Assisté de

Sylviane EPOSSI

Conseiller à la Direction

Dominik FOPOUSSI

Rédacteur-en-chef

Etienne PENDA

Chef Desk Yaoundé

Josselin NGANDONGO

(Cell. 694.17.54.02)

Relations publiques

Arlette Messina Mvondo

Grand Reporter

Ive TSOPGUE

(Cell. 697.28.00.09)

Rédaction

Etienne PENDA

Henri MEKANA

Henri Donatien AYANG

Alex BEMA

Reportage / Infographie

Roudolphe EYAMBE

Archives et Documentation

Jacques TIATY

Impression

LE LOCALIER, YAOUNDÉ (699.39.81.01)

Distribution

Les Nouvelles du Pays

■ Cameroun - Emirats Arabes Unis

Vers un partenariat stratégique aux fortes retombées économiques pour les infrastructures de transport

Le Cameroun et les Émirats Arabes Unis franchissent une nouvelle étape dans le renforcement de leur coopération économique, avec en ligne de mire le développement des infrastructures de transport, levier essentiel de croissance, de compétitivité et d'intégration régionale.

Le vendredi 16 janvier 2026, le Ministre des Transports, Jean Ernest Masséna Ngallé Bibéhé, a reçu en audience une importante délégation d'investisseurs émiratis conduite par les responsables du National Plus Group, accompagnés de représentants de Emirates Airlines, Etihad Rail et Abu Dhabi Ports.

Cette rencontre de haut niveau, tenue dans une atmosphère cordiale et constructive, illustre la volonté partagée des deux parties de bâtir des partenariats solides et durables dans les secteurs stratégique de l'aviation civile, du transport maritime et du ferroviaire, avec des impacts économiques significatifs pour le Cameroun.

Des investissements structurants pour stimuler la croissance

Outre le Ministre Délégué auprès du Ministre des Transports, Njoya Zakariaou, l'audience a mobilisé les principaux responsables techniques du département ministériel, traduisant l'importance stratégique des échanges. Au cœur des discussions : la mobilisation de capitaux, l'expertise technique et le savoir-faire émirati pour accompagner la modernisation des infrastructures de transport camerounaises.

Dans son propos introductif, le Ministre des Transports a souligné que ce partenariat s'inscrit dans la vision du Gouvernement visant à faire des infrastructures de transport un moteur de développement économique, de créa-



tion d'emplois et d'attractivité des investissements. Il a insisté sur l'approche gagnant-gagnant recherchée, fondée sur la complémentarité entre les besoins du Cameroun et les capacités financières et technologiques des partenaires émiratis.

Transport aérien : connecter le Cameroun aux grands hubs mondiaux

Sur le volet aérien, le Directeur de l'Aviation Civile a mis en exergue la nécessité de

rendre pleinement opérationnel l'Accord bilatéral aérien Cameroun-Émirats Arabes Unis signé en 2020. La desserte du Cameroun par les compagnies émiraties, notamment Emirates Airlines, ouvrirait de nouvelles perspectives pour le tourisme, le commerce international et le transport de fret, tout en renforçant la position du pays comme hub sous-régional.

La coopération envisagée avec Camair-Co, incluant la construction d'ateliers de maintenance aéronautique, pourrait

par ailleurs générer des centaines d'emplois qualifiés, réduire les coûts d'exploitation des compagnies nationales et attirer des opérateurs étrangers, avec des retombées économiques durables.

Secteur maritime : fluidifier les échanges et sécuriser les flux

Dans le domaine maritime, les échanges ont porté sur l'amélioration de la performance et de la sécurité du secteur. Le Directeur des Affaires Maritimes et des Voies Navigables a évoqué les difficultés rencontrées par certains navires camerounais aux Émirats, tout en soulignant l'urgence de développer le transport par voie d'eau intérieure et de renforcer les mécanismes de suivi et de traçabilité des navires.

L'expertise d'Abu Dhabi Ports dans la gestion portuaire moderne pourrait contribuer à accroître la compétitivité des ports camerounais, à réduire les délais de transit et à stimuler les échanges commerciaux, avec un impact direct sur les coûts logistiques et les recettes portuaires.

Ferroviaire : un catalyseur pour l'intégration régionale

Le transport ferroviaire s'est

imposé comme l'un des piliers majeurs de cette coopération. Les projets structurants présentés, notamment les lignes Ngaoundéré-N'Djamena, Édéa-Kribi-Campo, Douala-Limbé-Idenau et la réhabilitation de l'axe Yaoundé-Ngaoundéré, visent à renforcer la connectivité nationale et régionale.

Ces infrastructures devraient faciliter l'écoulement des produits agricoles et miniers, dynamiser les échanges avec les pays voisins et réduire les coûts de transport, contribuant ainsi à la croissance du PIB et à l'intégration économique de la sous-région.

Le PPP, levier de financement et d'efficacité

Selon le Chef de la Division de la Planification, de la Programmation et de la Coopération, le Partenariat Public-Privé (PPP) constitue le mode de financement privilégié pour la réalisation de ces projets. Cette approche permet de mobiliser des financements innovants tout en optimisant la gestion et la rentabilité des infrastructures.

À l'issue des échanges, les investisseurs émiratis ont salué la qualité des discussions et exprimé leur disponibilité à faciliter la mise en relation avec des entreprises et institutions financières capables de soutenir ces projets, sous réserve de la transmission de fiches techniques détaillées.

Un avenir prometteur pour la coopération économique

Pour conclure, le Ministre des Transports a estimé que cette rencontre ouvre des perspectives prometteuses pour la coopération Cameroun-Émirats Arabes Unis. Il a réaffirmé l'engagement du Gouvernement à accompagner toutes les initiatives crédibles susceptibles de transformer durablement le secteur des transports, avec pour finalité une croissance inclusive, la création d'emplois et le renforcement de la compétitivité de l'économie camerounaise.

Etienne PENDA



■ CAN / Maroc 2025

Le modèle sénégalais face au mirage camerounais de la gouvernance du football

Le contraste est saisissant, presque douloureux, pour les amoureux du football camerounais. À l'issue de la dernière Coupe d'Afrique des Nations disputée au Maroc, le Sénégal s'érige en modèle de gouvernance sportive efficace, pendant que le Cameroun s'enlise dans une crise profonde, masquée par un discours de «reconstruction» qui peine à convaincre.

D'un côté, le Sénégal. En décembre 2024, la Fédération sénégalaise de football confie les rênes de sa sélection nationale à Pape Thiaw. Un an plus tard, les Lions de la Teranga soulèvent le trophée continental. Une réussite express, mais surtout révélatrice d'un management apaisé, structuré et cohérent. De l'autre côté, le Cameroun. Quatre années annoncées comme celles de la «*re-fondation*» du football national, pour un résultat qui s'apparente davantage, selon de nombreux observateurs, à un champ de ruines institutionnel et sportif.

Pour des observateurs avertis des milieux du footbal, le diagnostic est sans appel : «*la gouvernance par des conflits à répétition ne prospère pas*». Il s'agit là d'un constat lourd de sens, qui résume le malaise ambiant autour de la gestion actuelle du football camerounais.

Leçon sénégalaise, désillusion camerounaise

Le succès sénégalais repose sur une gouvernance sobre et pragmatique. Le président de la fédération n'est pas une «*légende mondiale*» du football, mais un manager au sens plein du terme, dont la priorité est la stabilité de l'écosystème sportif. Résultat : un sélectionneur soutenu, des joueurs protégés, des clubs respectés et une vision claire.

À Yaoundé, en revanche, la rhétorique de la reconstruction peine à masquer les contradictions. Il y a quatre ans, les Lions indomptables étaient troisième à la CAN. La prestation approximative de notre équipe nationale du football au Maroc qui reposait plus sur la foi des joueurs que sur les aspects techniques du jeu résonne comme un aveu d'échec collectif, au regard de la dégradation continue du climat au sein des instances dirigeantes du football camerounais.

Un écosystème fracturé

Ce qui devait être un projet sportif fédérateur ressemble aujourd'hui à un vaste règlement de comptes. Présidents de clubs marginalisés ou humiliés, ar-



bitres précarisés, joueurs traités comme de simples variables d'ajustement, journalistes perçus

comme des adversaires à combattre : l'écosystème du football camerounais est profondément

fracturé. A cela s'ajoute ce qu'on peut qualifier de «*gestion clinique*», où la concertation cède le pas à l'intimidation, et où l'orgueil supplante le dialogue. Une gouvernance qui éloigne le football camerounais de ses bases et de ses valeurs populaires.

Samuel Eto'o face à l'histoire

Au cœur de cette tempête, Samuel Eto'o. Le joueur demeure une légende incontestée, une icône du football africain et mondial. Mais le dirigeant, lui, est aujourd'hui au pied du mur. Ceux qui le critiquent rappellent au Président de la Fecafoot qu'«*on ne gagne pas en combattant tout son écosystème*». Et de marteler que : «*Au Cameroun, le football est une religion populaire, un bien commun, et non un laboratoire d'ego ou un champ de batailles personnelles*».

La véritable grandeur ne réside plus dans l'imposition de sa

volonté, mais dans la capacité à se remettre en question, à reconnaître les erreurs et, si nécessaire, à demander pardon à ceux qui ont été «*offensés, blessés ou détruits*».

L'urgence du rassemblement

La leçon de la CAN marocaine est claire. Le Cameroun n'a pas besoin d'un chef de guerre, mais d'un rassembleur. Un dirigeant capable de fédérer clubs, arbitres, joueurs, journalistes et supporters autour d'un idéal commun : celui d'un football performant, juste et respecté.

Pendant que le Sénégal avance avec sérénité vers les sommets, le Cameroun reste face à son propre miroir. Et ce miroir, aujourd'hui, renvoie l'image d'un immense potentiel freiné par une gouvernance en crise. Le temps n'est plus au mirage, mais à la lucidité et au sursaut collectif.

Flaubert KAMGA

■ Football sénégalais

Quand la bonne gouvernance et le leadership mènent au sommet

Élu en août 2025 et officiellement installé en septembre de la même année à la tête de la Fédération sénégalaise de football (FSF), Me Abdoulaye Fall n'aura eu besoin que de quelques mois pour imprimer sa marque et redonner au football sénégalais une stature continentale de premier plan. Investi d'un mandat de quatre ans, le nouveau président de la FSF s'était fixé pour cap le développement durable et structuré du football national. Une ambition qui, à l'épreuve des faits, se traduit déjà par des résultats éclatants.

Sous son impulsion, la Fédération a adopté une gouvernance jugée exemplaire, fondée sur la transparence, la rigueur dans la gestion et l'inclusion des différents acteurs du football. Cette nouvelle dynamique, saluée aussi bien par les observateurs que par les supporters, a permis de restaurer la confiance, d'assainir les pratiques et de créer un envi-



ronnement propice à la performance. Le succès sportif enregistré récemment par les Lions de la Teranga apparaît ainsi comme l'aboutissement logique d'un travail méthodique et cohérent.

Mais au-delà des choix institutionnels et stratégiques, le triomphe sénégalais porte aussi



la signature d'un homme : Sadio Mané. Légende vivante du football national et africain, l'attaquant sénégalais a, une fois de plus, démontré que son influence dépasse largement le cadre du jeu. Dans un contexte marqué par la pression, la colère et la tension, il a fait preuve d'un calme olympien,

s'érigeant en véritable guide pour ses coéquipiers.

Alors que la nervosité menaçait de prendre le dessus, Sadio Mané a su ramener ses partenaires à l'essentiel, les invitant à rester concentrés sur le terrain et fidèles au plan de jeu. Ce geste de leadership, à la fois sobre et déterminant, a opéré un véritable déclic. Psychologiquement apaisée, l'équipe a retrouvé sa lucidité et sa maîtrise collective, imposant progressivement son jeu jusqu'à décrocher une victoire amplement méritée.

À l'image de cette performance, le football sénégalais semble aujourd'hui porté par une rare harmonie entre une gouvernance fédérale crédible et un leadership sportif inspirant. Une combinaison gagnante qui confirme le Sénégal comme une référence en Afrique et trace la voie d'un avenir prometteur pour les Lions de la Teranga.

F.K

■ Sécurité aérienne

La CCAA renforce l'expertise de ses inspecteurs avec l'appui de l'OACI

La Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA) franchit un nouveau cap dans la consolidation de la sécurité aérienne au Cameroun. En partenariat avec l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI/ICAO), l'autorité aéronautique nationale organise, depuis le 12 janvier 2026, une session de formation technique de haut niveau dédiée à la certification des exploitants aériens.

Intitulée « *Government Safety Inspector Operations – Air Operator Certification (GSI-OPS)* », cette formation intensive de 12 jours se déroule au sein de l'École de Formation de la CCAA à Nsimalen et s'achèvera le 23 janvier prochain.

Cette initiative vise à actualiser et renforcer les compétences clés de 17 inspecteurs de la sécurité aérienne, appelés à jouer un rôle déterminant dans la surveillance et l'encadrement des opérations aériennes. Parmi les participants figure notamment la Directrice générale de la CCAA, Mme Avomo Assoumou Koki, dont l'expertise est reconnue au niveau régional et international, témoignant de l'importance stratégique accordée à cette session.

Un cursus rigoureux aligné sur les standards internationaux

Animée par deux instructeurs accrédités par l'OACI, la formation s'appuie sur le programme de référence OACI 18700, reconnu pour sa rigueur et son approche opérationnelle. Le contenu pédagogique alterne entre les fondements théoriques de la phase de pré-can-



didature et les exigences pratiques des étapes de démonstration et d'inspection. Cette méthodologie immersive permet une assimilation progressive des normes réglementaires et leur traduction concrète dans les pratiques quotidiennes de supervision.

Au cœur du programme, l'évaluation de la capacité des compagnies aériennes — qu'elles soient commerciales, d'affaires

ou spécialisées dans le travail aérien — à garantir des opérations de vol sûres et conformes aux exigences internationales. Les inspecteurs sont ainsi outillés pour apprécier, avec précision, la robustesse des dispositifs mis en place par les exploitants.

Des outils critiques pour une certification sans compromis

Plusieurs volets techniques

structurants sont abordés, notamment la validation des Listes Minimales d'Équipement (MEL), qui déterminent les équipements indispensables au décollage, ainsi que l'examen approfondi du Système de Gestion de la Sécurité (SGS), véritable outil de prévention et de suivi des risques au sein des compagnies aériennes. Des démonstrations d'évacuation d'urgence complètent le dis-

positif, contribuant à la protection de l'intégrité du Certificat de Transporteur Aérien (CTA), document clé autorisant l'exploitation des vols.

La formation repose sur le modèle de certification en cinq phases de l'OACI, garantissant une vérification exhaustive et méthodique avant toute délivrance de certification. Ce processus systématique réduit les marges d'erreur, élimine les approximations et assure que chaque opérateur évoluant dans l'espace aérien camerounais répond à des critères stricts d'intégrité et de sécurité.

Un alignement stratégique avec le programme USOAP

Au-delà du renforcement des compétences individuelles, l'implémentation de ce cours permet à la CCAA de s'aligner pleinement sur les exigences du programme USOAP (Universal Safety Oversight Audit Programme), le mécanisme mondial d'audit de la surveillance de la sécurité des États. Ce programme repose notamment sur deux piliers essentiels : la qualification du personnel (Élément critique n°4) et la standardisation des procédures (Élément critique n°5).

Cette dynamique prépare efficacement les équipes de la CCAA aux audits de l'OACI prévus au cours de l'année 2026, en renforçant leur performance, leur efficacité et leur crédibilité lors des inspections.

Fruit d'une collaboration entre l'OACI et la Federal Aviation Administration (FAA), ce cours s'inscrit enfin dans une démarche d'harmonisation des protocoles nationaux avec les standards internationaux. Une avancée majeure qui confirme l'engagement du Cameroun à maintenir un niveau élevé de sécurité aérienne et à relever, avec méthode et professionnalisme, les défis croissants du transport aérien mondial.

Alex MBEMA



■ Accès à l'eau potable

La Camwater renforce son action sociale avec 200 nouvelles bornes-fontaines publiques dès 2026

Dans une dynamique résolument tournée vers l'amélioration des conditions de vie des populations, la Cameroon Water Utilities Corporation (CAMWATER) annonce la construction de 200 nouvelles bornes-fontaines publiques à gestion communautaire au cours du premier semestre 2026.

Cette initiative d'envergure, conduite en partenariat avec les Communes et les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), vise à rapprocher durablement l'eau potable des ménages, notamment les plus vulnérables, en zones urbaines et périurbaines.

Après la mise en service réussie de 76 bornes-fontaines publiques à Ngaoundéré en juillet 2023, la Camwater franchit une nouvelle étape majeure de son programme social d'accès universel à l'eau. Ces infrastructures de proximité constituent une réponse concrète aux difficultés quotidiennes rencontrées par de nombreuses populations, confrontées à la rareté ou à l'éloignement des points d'eau sécurisés.

Une initiative alignée sur les Très Hautes Directives du Chef de l'État

Ce programme s'inscrit dans le droit fil de l'Adresse à la Nation du 31 décembre 2025, au cours de laquelle le Président de la République, Son Excellence Paul Biya, a prescrit l'intensification des travaux d'extension et de réhabilitation des réseaux d'eau potable afin de satisfaire durablement les besoins essentiels des populations. Sous l'impulsion du Gouvernement, la Camwater traduit ces orientations en actions sociales concrètes, à fort impact humain.

Une répartition équitable pour un impact national

Soucieuse d'équité territoriale et de justice sociale, la Camwater a opté pour une répartition équilibrée des ouvrages:

- 50 bornes-fontaines à Yaoundé ;
- 50 bornes-fontaines à Douala;
- 10 bornes-fontaines dans chacune des 10 Régions du pays: Extrême-Nord, Nord, Adamaoua, Est, Centre, Sud, Littoral, Ouest, Nord-Ouest et Sud-Ouest.

Cette approche nationale permet de répondre aux besoins spécifiques des zones à forte densité démographique comme à celles confrontées à une forte tension hydrique, renforçant ainsi la so-



lidarité territoriale.

Des infrastructures de proximité au cœur de la politique sociale de l'eau

La Phase 1 du projet, d'une durée de six mois, sera mise en

œuvre en étroite concertation avec les Communes bénéficiaires. Elle accompagnera les extensions des réseaux d'alimentation en eau potable et la réalisation de nouveaux branchements, en particulier dans les quartiers sous-équipés.

Pour les populations, ces bornes-fontaines représentent un soulagement immédiat : réduction des longues distances parcourues pour s'approvisionner en eau, baisse des dépenses liées à l'achat d'eau de substitution, amélioration de l'hygiène

ne et de la santé publique, notamment pour les femmes et les enfants, principaux acteurs de la corvée d'eau.

Vers une extension progressive au bénéfice du plus grand nombre

À l'issue de cette phase pilote, le programme sera progressivement étendu, en fonction des résultats enregistrés, des besoins exprimés par les Collectivités Territoriales Décentralisées et de la mobilisation des ressources. L'objectif à terme est clair : élargir l'accès à l'eau potable à un nombre toujours plus important de Camerounais, en faisant de l'eau un véritable levier de cohésion sociale et de développement humain.

À travers ce projet, la Camwater réaffirme son rôle d'acteur public engagé, plaçant l'eau potable au cœur de sa stratégie sociale, au service du bien-être, de la dignité et de la santé des populations.

Josselin NGANDONGO

■ Gestion des ressources en eau et de l'assainissement

Yaoundé se prépare à accueillir le Congrès international de l'AAEA 2026

À l'approche du 9 février 2026, le Palais des Congrès de Yaoundé entre dans une phase d'effervescence soutenue. La capitale camerounaise s'apprête à accueillir le 23ème Congrès international et Exposition de l'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement (AAEA), un rendez-vous stratégique de premier plan qui positionnera l'Afrique au cœur des solutions durables pour la gestion des ressources en eau et de l'assainissement.



À la tête des préparatifs, le président de l'AAEA, Dr Blaise Moussa, par ailleurs Directeur général de la Cameroon Water Utilities Corporation (CAMWATER), mène une mobilisation sans relâche. Multipliant les descentes sur le site, il supervise personnellement l'état d'avancement des travaux et s'assure que l'ensemble des infrastructures – salles de conférences, espaces d'exposition,



équipements techniques et logistiques – répondent aux standards internationaux les plus exigeants. L’ambition est clairement affichée : offrir un cadre de travail optimal aux milliers de délégués, experts, décideurs publics et acteurs privés attendus à Yaoundé. L’organisation de cette édition, qui a reçu l’onction du Chef de l’État, Son Excellence Paul Biya, traduit l’engagement fort du Cameroun en faveur des enjeux liés à l’accès universel à l’eau potable et à l’assainissement de base. Cette reconnaissance institutionnelle confère à l’événement un prestige particulier, tout en garantissant un environnement sécurisé et une visibilité internationale accrue pour les thématiques abordées. Alors que le compte à rebours est désormais lancé, les inscriptions des participants se poursuivent activement. Chercheurs, professionnels du secteur, institutions et entreprises sont invités à prendre part à cette plateforme d’échanges et de réseautage de haut niveau. Parallèlement, les partenaires et annonceurs disposent encore d’opportunités pour réserver des espaces d’exposition et associer leur image à un événement d’envergure mondiale, appelé à marquer un tournant décisif dans la réflexion et l’action pour l’eau et l’assainissement en Afrique.

J.N

■ Eau potable au Cameroun

La gouvernance innovante de la Camwater saluée par Paul Biya

Gestion exemplaire, projets structurants et modernisation des services : sous l’impulsion de son Directeur général, le Dr Blaise Moussa, la Cameroon Water Utilities (Camwater) s’impose comme un acteur clé de la transformation du service public de l’eau. Une dynamique saluée par le Président de la République, Paul Biya, dans son message de fin d’année à la Nation.



Dans son traditionnel message de fin d’année, le Président de la République, Son Excellence Paul Biya, a accordé une attention particulière aux avancées enregistrées dans le secteur stratégique de l’eau potable. Au cœur de cette reconnaissance présidentielle figure la Cameroon Water Utilities (Camwater), entreprise publique en charge de la production et de la distribution de l’eau potable, dont les performances récentes témoignent d’un renouveau managérial et opérationnel significatif. Placée sous la direction du Dr Blaise Moussa, la Camwater a su, au cours de l’année 2025, conjuguer vision stratégique, rigueur de gestion et innovation pour répondre à un défi majeur : améliorer durablement l’accès des populations camerounaises à l’eau potable, dans un contexte économique mondial marqué par de fortes incertitudes.

Une gouvernance axée sur l’efficacité et l’impact social

Le Chef de l’État a salué une gestion qu’il a qualifiée d’exemplaire, fondée sur l’anticipation, la rationalisation des ressources et la recherche permanente de solutions concrètes aux besoins des populations. Sous l’impulsion du Dr Blaise Moussa, la Camwater a engagé une profonde dynamique de réformes internes, visant à renforcer la performan-

ce de l’entreprise tout en améliorant la qualité du service public rendu. Cette approche proactive s’est traduite par une meilleure planification des investissements, une optimisation des ressources financières et une attention soutenue portée aux zones longtemps marginalisées, aussi bien en milieu urbain que rural. L’approvisionnement en eau potable, érigé en priorité gouvernementale, a ainsi bénéficié d’une mise en œuvre plus cohérente et plus inclusive des politiques publiques.

Des projets structurants pour transformer le quotidien des Camerounais

Au-delà de la gouvernance, ce sont surtout les projets d’envergure conduits par la Camwater qui ont retenu l’attention du Président de la République. Parmi les réalisations majeures, le Projet de Réhabilitation et d’Extension des Réseaux d’Adduction d’Eau Potable (PREAEP) occupe une place centrale. Ce programme ambitieux a permis de moderniser des infrastructures vieillissantes, notamment à Douala et Yaoundé, avec pour résultats une amélioration notable de la pression de l’eau et une réduction significative des coupures récurrentes. Parallèlement, la Camwater a intensifié ses interventions en milieu rural, en étendant les ré-

seaux de distribution vers des zones enclavées, notamment dans les régions du Nord et de l’Est. Ces projets ont contribué à désenclaver plusieurs localités, améliorant ainsi les conditions de vie de milliers de familles autrefois confrontées à une pénurie chronique d’eau potable. Autre innovation majeure : la modernisation du système de facturation et de recouvrement. La digitalisation progressive des procédures a permis de simplifier les démarches pour les usagers, de renforcer la transparence et de réduire sensiblement les pertes commerciales liées aux fraudes et aux impayés. Une réforme qui participe à la viabilité financière de l’entreprise et à la confiance des consommateurs.

Le leadership du Dr Blaise Moussa, moteur de la transformation

Derrière ces performances se dessine le leadership du Directeur général de la Camwater. Le Dr Blaise Moussa a su instaurer une culture managériale fondée sur la rigueur, la transparence et la responsabilité. Son action s’est également illustrée par un investissement soutenu dans la formation des ressources humaines et par la constitution d’équipes techniques compétentes, capables de conduire des projets complexes dans des délais maîtrisés. Sa capacité à mobiliser des partenariats stratégiques, no-

tamment dans le cadre de collaborations public-privé, a permis de sécuriser des financements et de renforcer l’expertise technique nécessaire à la réalisation des grands chantiers hydrauliques. Une approche pragmatique et visionnaire qui a valu au DG de la Camwater les félicitations appuyées du Président de la République.

Une synergie renforcée avec le Ministère de l’Eau et de l’Énergie

Les avancées de la Camwater s’inscrivent également dans une coopération étroite avec le Ministère de l’Eau et de l’Énergie. Cette synergie institutionnelle a favorisé un meilleur alignement des projets sur les priorités nationales et une gestion plus coordonnée des ressources en eau à l’échelle du pays. Le ministre Gaston Eloundou Essomban’a d’ailleurs eu de cesse de saluer les efforts constants de la Camwater pour moderniser le secteur et améliorer l’accès des Camerounais à l’eau potable, soulignant l’importance d’une gouvernance solide et à l’écoute des attentes des citoyens.

Un impact tangible sur le développement et le bien-être des populations

Les retombées de cette dynamique sont perceptibles dans le quotidien des populations. L’amélioration de l’accès à l’eau potable contribue à la réduction des maladies hydriques, au renforcement de la santé publique et, plus largement, au développement durable. Pour le Président Paul Biya, ces projets vont bien au-delà des infrastructures : ils participent à la construction d’une société plus équitable et plus résiliente. L’année 2025 apparaît ainsi comme un tournant pour le secteur de l’eau potable au Cameroun. Portée par une volonté politique affirmée et par le leadership innovant du Dr Blaise Moussa, la Camwater s’affirme désormais comme un pilier essentiel du développement national, capable de transformer des défis structurels en opportunités durables au service des populations.

Henri MEKANA

■ Droits de l'Homme

La CDHC et la Grande-Bretagne renforcent leur coopération

La Commission des Droits de l'Homme du Cameroun (CDHC) a reçu, le 14 janvier 2026 à Yaoundé, le Haut-Commissaire de la Grande-Bretagne, Son Excellence Matt Woods, dans le cadre d'une séance de travail consacrée à l'état et aux perspectives de la coopération bilatérale en matière de promotion et de protection des droits humains.

Accueilli par le président de la CDHC, le Professeur James Mouangue Kobil, le diplomate britannique a pris part à des échanges approfondis portant sur les principaux défis auxquels fait face le Cameroun en matière de droits fondamentaux. La rencontre, empreinte d'un esprit d'ouverture et de dialogue constructif, a illustré la volonté partagée des deux parties de consolider un partenariat déjà existant et de l'inscrire dans une dynamique plus opérationnelle.

Au cœur des discussions figuraient plusieurs priorités communes, notamment la protection des droits de l'enfant, la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre, ainsi que le renforcement de l'État de droit. Les échanges ont également porté sur les enjeux liés à la réforme du système judiciaire et au fonctionnement des institutions chargées de veiller au respect des droits humains, dans un contexte marqué par des attentes croissantes des populations.

Le Haut-Commissaire de la Grande-Bretagne a salué les efforts déployés par les autorités camerounaises et par la CDHC en faveur de la promotion des droits fondamentaux. Il a, par ailleurs, mis en avant l'importance d'un accompagnement technique et institutionnel accru, destiné à renforcer les capacités des acteurs nationaux et à améliorer la coordination avec les organisations de la société civile.

« Cette rencontre nous a permis de mieux comprendre le rôle et les défis de la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun, et d'identifier des pistes concrètes pour approfondir notre collaboration », a déclaré Matt Woods à l'issue de l'audience.

Dans cette perspective, la coopération entre la



CDHC et la Grande-Bretagne devrait se traduire par des actions concrètes, notamment des programmes de formation au profit des forces de sécurité et des organisa-

tions de la société civile, ainsi que des initiatives de sensibilisation de proximité. L'objectif affiché est d'améliorer la protection des groupes vulnérables et de promouvoir, sur le long terme, une culture durable du respect des droits humains.

Pour la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun, cette audience constitue une étape supplémentaire dans le développement de partenariats internationaux orientés vers des résultats tangibles. Elle reflète également une convergence de vues entre les deux parties, résolues à transformer les engagements institutionnels en actions concrètes au bénéfice des populations camerounaises.

Alex MBEMA

■ Tourisme et loisirs à l'Est

Le Ceprohtoul de Bertoua entre dans sa phase opérationnelle

Inspecté à 75 % d'avancement, le Centre public de formation professionnelle de référence en tourisme et hôtellerie devrait accueillir ses premiers apprenants dès cette année.



Le ministre du Tourisme et des Loisirs, Gabriel Mbaïrobe, a annoncé l'ouverture prochaine du Centre public de formation professionnelle de référence en tourisme et hôtellerie (CEPROHTOUL) de Bonis, à Bertoua, à l'issue d'une visite d'inspection effectuée le jeudi 15 janvier 2026. Cette descente de terrain, menée en compagnie de sa suite ministérielle et des

autorités administratives et locales de la région de l'Est, a permis d'évaluer l'état d'avancement des travaux, désormais estimé à 75 %.

Au cours de la visite, le ministre a parcouru l'ensemble des infrastructures du complexe, s'enquérant de la qualité des ouvrages et du respect des délais. Satisfait du rythme d'exécution, Gabriel Mbaïrobe a indiqué que le centre devrait ouvrir ses portes aux apprenants au courant de l'année 2026, marquant ainsi une étape décisive dans la politique nationale de professionnalisation des métiers du tourisme et de l'hôtellerie.

Créé par décret présidentiel en août

2021, le CEPROHTOUL s'inscrit dans la mise en œuvre des Très Hautes Instructions du Chef de l'État, Son Excellence Paul Biya. Il a pour vocation de doter le Cameroun d'un pôle d'excellence dédié à la formation aux métiers de l'hôtellerie, du tourisme, de la gastronomie et des loisirs, en adéquation avec les standards internationaux.

Au-delà de sa mission académique, le futur centre ambitionne de devenir un levier de développement économique et d'attractivité territoriale. Pour les autorités, l'implantation du CEPROHTOUL à Bertoua constitue une opportunité stratégique pour positionner la région de l'Est comme une nouvelle vitrine de l'hôtellerie et du tourisme « Made in Cameroon », tout en favorisant l'employabilité des jeunes et la valorisation du riche potentiel touristique local.

Avec l'achèvement progressif des travaux et la perspective d'une mise en service imminente, le CEPROHTOUL apparaît ainsi comme un investissement structurant, appelé à renforcer la compétitivité du secteur touristique national et à impulser une dynamique nouvelle dans l'offre de formation professionnelle au Cameroun.

A.M

■Energie électrique

La Sonatrel au cœur de la stratégie économique et de la souveraineté énergétique du Cameroun

Dans son message de fin d'année à la nation, le Président de la République, Son Excellence Paul Biya, a salué les progrès significatifs enregistrés dans le secteur de l'énergie électrique, levier fondamental de la croissance économique et de l'industrialisation du Cameroun. Cette reconnaissance présidentielle met en lumière le rôle central de la Société nationale de transport de l'électricité (Sonatrel), devenue un acteur stratégique de la compétitivité nationale et de la sécurisation des investissements productifs.

Dans un environnement international marqué par l'instabilité des marchés énergétiques et la hausse des coûts de production, la consolidation de l'offre électrique apparaît comme un impératif économique majeur. Le Chef de l'État a ainsi souligné que « l'offre en énergie électrique a continué de s'accroître, avec l'entrée en service du barrage de Nachtigal et de nombreuses centrales solaires principalement dans les régions septentrionales », traduisant une amélioration tangible de la capacité énergétique nationale.

L'électricité, socle de la croissance et de l'attractivité économique

L'énergie électrique constitue l'un des principaux facteurs de compétitivité des économies modernes. Au Cameroun, les avancées enregistrées dans ce secteur contribuent directement à la réduction des coûts de production, à l'amélioration du climat des affaires et à l'attractivité du territoire pour les investissements nationaux et étrangers.

En assurant un transport fiable et sécurisé de l'électricité, la Sonatrel joue un rôle déterminant dans la continuité de l'activité industrielle, le développement des zones économiques et la montée en puissance des chaînes de valeur locales. La disponibilité d'une énergie stable conditionne en effet la performance des industries manufacturières, minières, agro-industrielles et de services, piliers de la Stratégie nationale de développement (SND30).

Sonatrel, bras opérationnel de l'État dans la réforme du secteur électrique

Opérateur public du transport de l'électricité, la Sonatrel occupe une position charnière dans l'architecture institutionnelle du secteur. Elle assure la jonction entre les producteurs, publics et privés, et les distributeurs, garantissant ainsi la cohérence technique et économique du



système électrique national.

Sous la direction du Dr Victor Mbemi Nyankga, l'entreprise s'est imposée comme un instrument de mise en œuvre des politiques publiques énergétiques. La planification rigoureuse des investissements, la priorisation des projets structurants et l'amélioration de la gouvernance interne ont permis d'optimiser l'allocation des ressources et de renforcer la crédibilité de l'État auprès des partenaires techniques et financiers.

Cette crédibilité est un facteur clé dans la mobilisation des financements concessionnels et des investissements privés, indispensables au développement d'infrastructures lourdes et capitalistiques telles que les lignes de transport à haute et très haute tension.

Nachtigal et solaire : sécuriser les investissements par le transport

L'entrée en service du barrage de Nachtigal, projet structurant de plusieurs centaines de mé-

gawatts, marque un tournant pour l'économie camerounaise. Toutefois, la valeur économique de cette capacité de production repose sur l'existence d'un réseau de transport capable d'absorber et d'acheminer l'énergie vers les pôles de consommation.

À ce niveau, l'intervention de la Sonatrel est déterminante. En assurant la construction et l'exploitation des lignes d'évacuation, l'entreprise sécurise les investissements consentis dans la production et garantit leur rentabilité économique. Le même raisonnement s'applique au développement des centrales solaires dans les régions septentrionales, dont l'intégration au réseau national interconnecté permet de réduire les coûts liés aux solutions énergétiques isolées et de stimuler l'activité économique locale.

Un vaste programme d'infrastructures au service de l'industrialisation

La construction de nouvelles lignes de transport et la réhabilitation du réseau existant s'ins-

crivent dans une logique d'accompagnement de l'industrialisation du pays. En réduisant les pertes techniques et en améliorant la qualité de l'électricité, ces investissements contribuent à une meilleure productivité des entreprises et à la baisse des charges opérationnelles.

Les industries, grandes consommatrices d'énergie, figurent parmi les premières bénéficiaires de cette modernisation. Un réseau fiable favorise l'implantation de nouvelles unités industrielles, la création d'emplois et l'élargissement de l'assiette fiscale, renforçant ainsi les finances publiques.

Gouvernance, performance et capital humain

La performance économique de la Sonatrel repose également sur une gouvernance modernisée. Sous l'impulsion de son Directeur général, l'entreprise a renforcé ses mécanismes de contrôle, professionnalisé ses équipes et instauré une culture de résultats.

Cette approche managériale

contribue à la maîtrise des coûts, à la fiabilité des projets et à la transparence dans l'exécution des investissements. Elle conforte le positionnement de la Sonatrel comme une entreprise publique performante, capable de concilier missions de service public et exigences de rentabilité économique.

Reprise d'Eneo : un tournant institutionnel majeur

L'instruction présidentielle relative à la reprise de la société Eneo constitue une étape décisive dans la réorganisation institutionnelle du secteur électrique. En reprenant la maîtrise de la distribution, l'État renforce la cohérence de la chaîne de valeur énergétique et sa capacité à orienter les investissements vers les priorités nationales.

Dans ce nouveau cadre, la Sonatrel apparaît comme un pilier de la souveraineté énergétique. Son rôle dans la planification et le transport de l'électricité devient un levier stratégique pour sécuriser les réformes, améliorer l'efficacité globale du secteur et garantir un meilleur service aux usagers.

Une énergie fiable pour une économie compétitive

Au-delà de l'impact social, les progrès enregistrés dans le secteur de l'électricité constituent un facteur structurant de transformation économique. Une énergie disponible, fiable et compétitive est un prérequis pour la croissance, l'industrialisation et l'émergence économique.

L'appréciation exprimée par le Président de la République traduit ainsi la reconnaissance d'un choix stratégique : faire de l'énergie un moteur du développement. À travers la Sonatrel, le Cameroun dispose aujourd'hui d'un outil institutionnel solide, porté par un leadership engagé et une vision claire, au service d'une économie plus résiliente, plus compétitive et souveraine.

Henri MEKANA

■ Dernière édition pour un pionnier

Abodel Karimou Africus : La plume s'est tue, l'héritage demeure



Bonabéri, samedi 17 janvier 2026. Il est des silences qui parlent plus fort que les discours. À la paroisse de l'Église évangélique du Cameroun (EEC) de Bonamikano, l'expression «*La Gazette était là*» résonne une dernière fois, comme un écho chargé d'histoire, de luttes et de mémoire. Elle accompagne, presque solennellement, l'adieu à Abodel Karimou Africus, pionnier de la presse privée au Cameroun, inhumé dans la stricte intimité familiale à son domicile du Centre Équestre à Bonabéri.

Créée en 1974, La Gazette n'était pas qu'un journal. Elle était une posture, une méthode, une promesse faite au lecteur : être sur le terrain, voir, vérifier, raconter. Cette signature, devenue l'ADN du tabloïd, a traversé plus de trente années de vie médiatique camerounaise. Et c'est symboliquement à l'église, là où se sont écrites les ul-

times «pages», que s'est refermée la dernière édition.

Devant l'autel, le cercueil drapé repose, immobile. Le directeur de publication, aphone pour la première fois, semble pourtant entouré de tous ceux qui ont façonné sa vie. Son épouse Célestine, ses huit enfants, ses vingt-quatre petits-enfants, son arrière-petit-fils, les fidèles de l'EEC de Bonabéri, les voisins, les amis de toujours. Tous sont là, comme pour s'assurer que cette dernière «copie» soit fidèle à l'homme qu'il fut : digne, rigoureuse, sans fard.

Mais une absence frappe les esprits, lourde et presque douloureuse : celle de la grande famille des journalistes. Ceux qu'il a formés, corrigés parfois sévèrement, mais toujours défendus. Peu nombreux sont les confrères venus accompagner à sa dernière demeure celui qui, souvent seul et parfois contre tous, a ouvert la voie à une presse privée libre au



Cameroun. On reconnaît néanmoins Camille Nelle et Tabta Aissatou, anciens

de La Gazette, Victor Ndoki (Les Nouvelles du Pays), Benjamin Malake (Le

Temps), David Nouwou (La Nouvelle Expression) et un reporter. Pour beaucoup d'autres, l'appel est resté sans réponse.

Abodel Karimou Africus, affectueusement appelé AKA, s'est éteint le 7 décembre 2025 à l'âge de 88 ans, des suites de maladie. Pourtant, ce matin-là, la tristesse se mêle à une forme de reconnaissance sereine. Les témoignages, empreints d'émotion, coulent comme de l'encre sur une page blanche : ils font pleurer certains, apaisent d'autres. Tous s'accordent sur une évidence : le patriarche a vécu une vie pleine, «rassasiée», selon les mots du Pasteur officiant.

S'appuyant sur 2 Timothée 4, versets 7 à 8, et le Psaume 116, le Pasteur invite l'assemblée à célébrer la vie plutôt qu'à s'abandonner à la lamentation. «*J'ai combattu le bon combat, j'ai achevé la course, j'ai gardé la foi*», rappelle-t-il, comparant la trajectoire d'Abodel

Karimou à celle d'un homme resté fidèle à ses convictions jusqu'au bout. Un appel est lancé aux proches : vivre à l'image de ce père, donner sa vie à Dieu, marcher dans la droiture.

Les mots de la famille viennent humaniser davantage encore la figure du pionnier. Katia, sa fille, esquisse le portrait d'un homme curieux de tout, lecteur insatiable, ouvert aux jeunes comme aux anciens. « *Mon papa était un touche-à-tout, un père présent, un grand-père malicieux et généreux* », confie-t-elle, la voix brisée.

Walid, son petit-fils, évoque quant à lui «Bombo», l'homme de patience et d'écoute. «*Il ne blâmait pas. Il conseillait et orientait. Ton savoir immense forçait l'admiration*», dit-il, rappelant un souvenir d'enfance, simple et tendre, comme pour ancrer la grandeur dans le quotidien.

Puis vient le témoignage de Camille Nelle, mémoire vivante de La Gazette. Il retrace le parcours d'un homme de vision : ancien rédacteur en chef de La Presse du Cameroun, prédécesseur de Cameroon Tribune, Abodel Karimou refuse en 1974 la voie confortable du haut cadre pour créer son propre journal. Autour de lui, des figures engagées de la presse, Me Ngon à Bidias, le député Cyril Goethe. Pius Njawe rejoint l'aventure en 1976, Camille Nelle en 1978. Le journal s'impose par le journalisme d'investigation et cette accroche devenue légendaire : «*La Gazette était là*». Une garantie de terrain, de faits vécus et vérifiés, de reportages au plus près de l'histoire, de l'exécution de Ndjomsé et Oumbé aux obsèques d'Ahmadou Ahidjo à Dakar.

Après la messe de requiem, le cortège se dirige vers le domicile familial. Dans la discrétion et le recueillement, Abodel Karimou Africus est porté en terre. Avec lui s'en vont les dernières pages de La



Gazette, et cette expression qui lui collait à la peau.

Mais au-delà du silence, l'histoire continue. On ima-

gine déjà, quelque part, Abodel Karimou retrouvant

Pius Njawe, Édouard Kingué, Casimir Amassana et tant

d'autres compagnons de plume partis avant lui. Peut-être y esquissent-ils, encore, un nouveau projet éditorial. Car

pour les pionniers, la presse ne meurt jamais : elle change simplement de page.

Etienne PENDA

■ Santé publique et responsabilité sociétale

ADC accompagne la politique gouvernementale de renforcement du système de santé

Dans la droite ligne des orientations du Président de la République, Son Excellence Paul Biya, visant le renforcement du système national de santé et l'amélioration de l'accès des populations à des soins de qualité, la société Aéroports du Cameroun (ADC) a procédé à une importante remise de matériel et d'équipements médicaux à l'hôpital de district d'Odza.



Cette action à forte portée sociale, conduite personnellement par le Directeur général d'ADC, Thomas Owona Assoumou, s'inscrit dans le cadre de la Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) et traduit l'engagement de l'entreprise publique à accompagner les politiques publiques impulsées par le Chef de l'État et mises en œuvre par le Gouvernement.

Un appui institutionnel au renforcement de l'offre de soins de proximité

Le don remis à l'hôpital de district d'Odza vise à améliorer la qualité de la prise en charge des patients, à renforcer les capacités opérationnelles du personnel médical et à étoffer le plateau technique de cette formation sanitaire stratégique pour les populations locales. Les équipements offerts concernent notamment la prise en charge des malades, la réalisation des examens médicaux ainsi que le transport interne des patients, contribuant ainsi à l'optimisation du service public hospitalier, conformément aux objectifs gouvernementaux en

matière de santé de proximité.

ADC, un acteur public aligné sur la vision du Chef de l'État

À travers cette initiative, Aéroports du Cameroun réaffirme son rôle d'entreprise publique citoyenne, engagée aux côtés de l'État dans la mise en œuvre des politiques de développement social. La présence effective du Directeur général à cette cérémonie illustre la volonté de la direction générale d'inscrire l'action de l'entreprise dans une démarche de solidarité nationale et de responsabilité institutionnelle.

Cette démarche s'inscrit dans la vision prônée par le Chef de l'État, qui fait de la santé un pilier essentiel du développement humain et du progrès social.

Une contribution concrète au développement humain

Les responsables de l'hôpital de district d'Odza ont salué cet appui significatif, qui vient renforcer les capacités d'accueil et de prise en charge des patients, au bénéfice direct des

populations. Cette action s'ajoute aux nombreuses initiatives sociales menées par ADC en faveur du bien-être collectif.

Une entreprise publique au service de l'intérêt général

En soutenant le secteur de la santé, Aéroports du Cameroun confirme sa volonté d'allier performance opérationnelle et responsabilité sociétale, dans le strict respect des orientations des pouvoirs publics. L'entreprise réaffirme ainsi son engagement à contribuer, à son niveau, à la consolidation du système de santé camerounais et à la réalisation de la vision présidentielle d'un Cameroun émergent, solidaire et inclusif.

Henri Donatien AYANG

